laTrompette

Est-ce de cela que l'Allemagne et la Russie ont discuté ?

- Richard Palmer
- 17/09/2018

L'

Allemagne et la Russie ont beaucoup parlé ces derniers temps. La chancelière allemande Angela Merkel et le président russe Vladimir Poutine se sont rencontrés deux fois au cours des quatre derniers mois. Le chef de l'état-major russe rencontra Merkel à Berlin en juillet. Le porte-parole du Parti libéral-démocrate a appelé la réunion « d'étrange » et entourée d'un silence « suspect ».

Les pays ont déclaré que les réunions se sont concentrées sur l'Ukraine, la Syrie et le nouveau gazoduc de la Russie vers l'Allemagne. Il s'agit de trois questions importantes, et je ne doute pas qu'elles aient été discutées.

Mais il y a une autre question de grande importance pour les deux pouvoirs. Je soupçonne que c'était aussi un sujet de conversation. Si ce n'était pas le cas, ce le sera bientôt.

Plus d'Europe

Les Balkans passent par des changements les plus significatifs depuis dix ans—ou plus.

La Croatie et la Slovénie se sont séparées de la Yougoslavie au début des années 90. La guerre de Bosnie a pris fin en 1995. En 1999, l'OTAN a contraint la Serbie à se retirer du Kosovo. Peu de temps après, la Croatie et la Slovénie ont été absorbées dans l'Union européenne. En 2008, le Kosovo a déclaré son indépendance, une déclaration qui a jusqu'à présent été reconnue que par seulement 111 sur 193 États membres des Nations Unies.

Au cours de la dernière décennie, peu de choses ont changé. La région est pleine de désaccords et de désaccords potentiels, mais ces questions sont demeurées figées, jusqu'à maintenant.

Au cours de la dernière année, l'Europe s'est installée dans les Balkans. En 2017, le Monténégro a rejoint l'OTAN. L'UE a longtemps été réticente de donner son adhésion aux pays les plus pauvres des Balkans. La crise de l'euro a atténué son appétit pour une expansion coûteuse. Pourtant, au cours de l'été, l'UE a placé l'Albanie et la Macédoine plus fermement sur la voie de l'adhésion à l'UE. Pourvu que les deux répondent à certaines conditions, ils pourraient entamer des pourparlers formels d'adhésion en 2019, dans le but de rejoindre l'UE en 2025.

L'apport de ces deux pays à l'UE constituerait un stimulant majeur pour le pouvoir européen dans la région. Au départ, l'Europe semblait heureuse avec seulement la Croatie et la Slovénie. Elles avaient les liens culturels les plus forts avec l'Europe, et la longue côte Adriatique de la Croatie était l'avantage le plus stratégiquement important. Mais depuis lors, la Russie et la Chine dépensent de l'argent et de l'attention sur la région.

L'Europe va très bien avec les Balkans faibles. Mais pas tellement avec des Balkans faibles dominés par la Russie ou la Chine. Il semble que l'UE a estimé qu'il fallait faire quelque chose pour rapprocher ces pays de l'Europe. « À long terme, les Balkans appartiennent strictement à l'UE », a déclaré l'ancien président de la Commission européenne Romano Prodi. Si l'Europe peut influencer la région sans avoir à payer tous les frais associés à l'adhésion à l'UE, c'est super. Mais aucune autre puissance ne peut être autorisée à emménager.

Un nouveau plan radical

Beaucoup plus récemment, le Kosovo et la Serbie ont adopté un plan radical pour retracer les frontières des Balkans.

Le plan est apparu pour la première fois en juillet. Dans ce que*Geopolitical Futures* a appelé un « rapport qui fait l'effet d'une bombe », le *Gazera Express*, basé au Kosovo, a affirmé que la Russie et les États-Unis avaient convenu d'une éventuelle partition du Kosovo lors du sommet d'Helsinki. Conformément à cette proposition, le Kosovo abandonnerait certaines régions où les Serbes ethniques sont majoritaires. En échange, la Serbie reconnaîtrait l'indépendance du Kosovo. Certaines parties à majorité albanaise de la Serbie peuvent également être transférées au Kosovo.

Depuis, la proposition est devenue plus publique.

Pendant le week-end, le président du Kosovo, Hashim Thaçi, et le président serbe Aleksandar Vučić ont parlé au Forum européen Alpbach en Autriche. Les deux semblaient désireux de parvenir à un accord. Tant que la Serbie ne reconnaît pas l'indépendance du Kosovo, tous deux sont exclus de l'UE et coupés des fonds provenant de l'adhésion de l'UE.

Les deux ont clairement précisé qu'ils considéreraient des changements frontaliers. « Les pays de notre région, les États membres de l'UE ou d'autres pays dans le monde ne devraient pas s'opposer ou craindre un éventuel accord pacifique entre le Kosovo et la Serbie, même si un tel accord pourrait inclure la correction des frontières », a déclaré Thaçi. C'était la première fois que ces dirigeants ont ouvertement approuvé la redéfinition des frontières.

Le même jour, l'UE a annoncé qu'elle organiserait des pourparlers entre les deux, le 7 septembre.

Le 24 août, le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, John Bolton, a déclaré que les États-Unis ne s'opposeraient pas à ce genre d'accord sur des terres pour la paix.

Merkel a explicitement rejeté l'idée le mois dernier. Mais Johannes Hahn, membre de la Commission autrichienne de l'UE, a déclaré : « nous devrions leur laisser... trouver une solution sera soutenue par nous si l'arrangement global est acceptable ». Il reste à voir combien l'opposition de l'Allemagne est forte et combien au-delà de Merkel la partage.

« Jouer avec le feu »

Changer de frontière pour que les gens vivent dans le pays dans lequel ils veulent vivre, semble être du bon sens. Mais en Europe, c'est dangereux. Changer ces frontières « ouvrirait la boîte de Pandore », écrivait *Geopolitical Futures*. « Si le Kosovo et la Serbie commencent à redessiner ses frontières, rien n'empêche l'Albanie de vouloir retracer ses frontières avec la Macédoine, qui a une grande minorité ethnique albanaise, ou la Croatie voulant redessiner ses frontières avec la Bosnie, qui a une population ethnique croate considérable. C'est pourquoi la partition n'a pas commencé jusqu'à présent, non seulement pour les pays des Balkans, mais aussi pour les Nations Unies, l'Union européenne et les États-Unis, qui ensemble, ont supervisé le développement de la région dans ce qu'elle est aujourd'hui. ...

« Le changement des frontières dans cette partie du monde, c'est jouer avec le feu, mais désenflammer l'un des plus grands conflits frontaliers sur le continent européen pourrait en valoir le risque. Si cela se passe mal, tout le monde impliqué pourrait regretter qu'ils n'aient pas laissé le feu tranquille. »

Tout ce changement dans la partie potentiellement la plus explosive de l'Europe, doit concerner l'Allemagne. Les Balkans sont l'endroit où les grandes puissances de la région—l'Allemagne, la Russie et la Turquie—entrent en collision. Si Berlin veut éviter une collision aussi dangereuse, elle devra conspirer.

Nous avons beaucoup écrit sur comment l'Allemagne a provoqué l'éclatement de la Yougoslavie au début des années 1990. À l'ONU, certains ont évoqué le démembrement de la Yougoslavie comme « la guerre de Genscher » en raison du rôle joué par le ministre allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, au départ de cela. Les Croates ont même construit une statue en son honneur.

L'Allemagne s'est opposée au monde en reconnaissant l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie en 1991. « Dans son affirmation inhabituelle d'aller de l'avant avec un plan visant à étendre la reconnaissance diplomatique aux républiques séparatistes yougoslaves de la Croatie et de la Slovénie, l'Allemagne a provoqué des associations historiques troublantes », écrivit à l'époque le *New York Times*. Le Secrétaire d'État américain Warren Christopher, à l'époque, déclarait que l'Allemagne avait « une certaine responsabilité » dans cette guerre. Une fois en cours, l'Allemagne viola le droit international pour acheminer les armes aux forces antiserbes. « L'Allemagne semble être le plus grand fournisseur d'armes de la Croatie pendant la guerre, bien que cela soit en violation de la loi allemande interdisant les livraisons d'armes dans une zone de guerre active et aussi bien une violation de l'embargo sur les armes de l'ONU sur la Yougoslavie », écrivit le *Telegraph* en 1997.

Avec cette région qui traverse des changements potentiellement explosifs, vous pouvez garantir que l'Allemagne surveille.

Mais Poutine veille aussi. L'éclatement de la Yougoslavie est aussi un moment clé de l'histoire russe. C'était au début des années 1990, l'Union soviétique venait de s'effondrer, et la Yougoslavie a démontré l'impuissance de la Russie. En 1999, la Russie s'opposa fermement à la guerre du Kosovo. Ses objections ont été totalement ignorées.

« Nous nous souvenons très bien de 1999 », déclara Poutine dans un discours de 2014 à l'ONU. « Il était dur de croire, même de le voir de mes propres yeux, qu'à la fin du vingtième siècle, une des capitales européennes, Belgrade [capitale de la Serbie], était attaquée par des missiles pendant plusieurs semaines, et qu'ensuite vint la véritable intervention . Y a-t-il eu une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies sur cette question, autorisant ces actions ? Rien de la sorte. »

« Quand Poutine dit que les Russes 'se souviennent de 1999,' il dit qu'ils ont *des émotions profondes* à propos de cela encore aujourd'hui », a noté le rédacteur en chef de la *Trompette* Gerald Flurry dans la *Trompette* de mai 2014. « Cette rage brûle encore au dedans de Vladimir Poutine. Il a beaucoup de pouvoir et une mémoire forte de ce qui s'est passé en Yougoslavie. »

Revenons maintenant à 2018 : la Russie et l'Allemagne parlent beaucoup, au moment où des changements importants se trament dans les Balkans. C'est peut-être une coïncidence : l'Allemagne et la Russie ont beaucoup d'autres grandes questions à discuter. Mais les Balkans sont certainement sur leurs radars.

Ce qui se passe exactement n'est pas clair. Poutine pense-t-il qu'il peut déstabiliser la région en faisant des frontières un sujet de débat encore une fois ? Croit-il qu'il peut créer un rival soutenu par la Russie, dans la région en renforçant la Serbie ? Essaie-t-il de gagner de l'influence dans ses relations avec l'Allemagne ? Est-ce que l'Allemagne pense qu'elle peut arriver à une sorte de règlement définitif avec la Russie sur la région, mettant ainsi fin à l'animosité ?

Quoi qu'il en soit, cette région frontière balkanique entre les civilisations islamiques, catholiques et orthodoxes restera un théâtre crucial de confrontation géopolitique. Les années 1990 ont démontré l'ambition et la puissance grandissantes des Allemands, qui ont saisi l'occasion de briser la Yougoslavie et d'étendre leur influence.

Vous pouvez en savoir plus sur cette période cruciale dans notre livret gratuit *Germany's Conquest of the Balkans* (La conquête des Balkans par l'Allemagne), par M. Flurry (en anglais seulement). La Bible avertit puissamment sur le rôle que l'Allemagne moderne jouera dans le monde. Mais même juste cette histoire récente sonne comme un avertissement puissant.

Si vous continuez à regarder la région des Balkans, vous comprendrez sans doute mieux les puissances qui émergent dans le monde.

L'un des principaux changements politiques en cours, est la montée de l'Allemagne et son hostilité croissante envers les États-Unis. M. Flurry a déjà exposé comment cela se passe dans son article récent « La guerre secrète de l'Allemagne et de la Russie contre l'Amérique » :

Jérémie 1 : 13 révèle que Dieu montre au prophète une vision « d'une chaudière bouillante, du côté du septentrion ». Ce langage symbolique décrit l'Allemagne moderne. Sous la surface, cette nation est pleine de mécontentement avec l'ordre mondial actuel. Les allemands sont en colère contre les États-Unis, et particulièrement furieux contre le président Trump. L'ambition impérialiste qui a poussé l'Allemagne à déclencher les deux guerres mondiales est bien vivante. C'est « bouillonnant » !

Toutes les tendances connexes, mentionnées par M. Flurry dans cet article—l'essor de l'Allemagne, l'ambition de l'Allemagne, l'Allemagne s'alliant avec la Russie, et l'Allemagne se retournant contre les États-Unis—pourraient bientôt être exposées dans les Balkans. ▪